



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

DIRECTION REGIONALE ET
INTERDEPARTEMENTALE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'ENERGIE D'ILE-DE-FRANCE

Unité territoriale de Seine-et-Marne

Arrêté préfectoral n°2016/DRIEE/UT77/084
de mise en demeure à l'encontre de la Société Coopérative Agricole VALFRANCE
sise impasse du silo à Rozay-en-Brie

Le préfet de Seine-et-Marne,
Officier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement, Livre V, Titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du Président de la République en date du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Jean-Luc MARX, Préfet de Seine-et-Marne (hors cadre) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 87 DAGR 2 IC 093 du 25 juin 1987 imposant des prescriptions complémentaires à la société Coopérative Agricole VALFRANCE à Rozay-en-Brie ;

VU le rapport de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France n°E/16-1625 du 21 juillet 2016 consécutif à la visite effectuée le 12 juillet 2016 dans l'établissement de la Société Coopérative Agricole VALFRANCE à Rozay-en-Brie ;

CONSIDERANT qu'au cours de la visite inopinée du 12 juillet 2016, il a été constaté que le contrôle des émissions de poussières n'avait pas été réalisé depuis plusieurs années ;

CONSIDERANT les plaintes émises par les riverains du silo de Rozay-en-Brie concernant notamment les émissions de poussières ;

CONSIDERANT que toutes précautions n'ont pas été mises en place au niveau de la fosse de déchargement située à proximité de l'entrée du site afin de limiter les émissions diffuses de poussières dans l'environnement ;

CONSIDERANT dans ces conditions qu'il n'a pas été établi que toutes les mesures nécessaires à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ont bien été prises ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1er :

Monsieur le Directeur de la société Coopérative Agricole VALFRANCE, dont le siège social est situé au 49, Avenue du Général Clémenceau – BP 50 021 – 60302 SENLIS est mis en demeure pour son établissement situé sur la commune de Rozay-en-Brie, de respecter dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- L'article 5.3 de l'arrêté préfectoral 87 DAGR 2 IC 093 du 25 juin 1987 en réalisant un contrôle des émissions de poussières.

Article 2 :

Monsieur le Directeur de la société Coopérative Agricole VALFRANCE, dont le siège social est situé au 49, Avenue du Général Clémenceau – BP 50 021 – 60302 SENLIS est mis en demeure pour son établissement situé sur la commune de Rozay-en-Brie, de respecter dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- L'article 5.4 de l'arrêté préfectoral 87 DAGR 2 IC 093 du 25 juin 1987 en mettant en place toutes mesures permettant de limiter les émissions diffuses de poussières dans l'environnement lors du déchargement des céréales dans la fosse située à l'entrée du site, en bordure des habitations du chemin des Olivettes.

Article 3 :

Faute d'obtempérer à la présente injonction dans le délai imparti, le responsable précité sera passible des sanctions tant pénales qu'administratives prévues par les textes relatifs aux installations classées.

Article 4 : DELAI ET VOIES DE RECOURS (art. L. 514-6 du Code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif (Tribunal Administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77000 MELUN) :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article 1er, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 5 :

- le Secrétaire Général de la Préfecture,
- le Maire de ROZAY-EN-BRIE,
- le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à Paris,

- le Chef de l'Unité Territoriale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la Société Coopérative Agricole VALFRANCE, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 24/08/2016

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur empêché,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Seine-et-Marne,

Signé

Guillaume BAILLY


Pour ampliation :
Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
le Directeur empêché,
Le Chef de l'Unité Territoriale de Seine-et-Marne,

Guillaume BAILLY

DESTINATAIRES :

- Exploitant,
- M. le maire de Rozay-en-Brie,
- M. le Chef de l'Unité Territoriale de Seine-et-Marne de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France,
- M. le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie d'Île-de-France à Paris,
- DCSE.

